

LE JOURNAL DE MONTRÉAL, 10 novembre 2004, 14

PPP: le SPGQ appréhende la privatisation de tous les services publics

QUÉBEC (PC) — Les partenariats public-privé (PPP) du gouvernement Charest risquent de mener à la privatisation de tous les services publics, soutient le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

«Je suis convaincue que l'ensemble des services publics sont dans le collimateur. Les professionnels des ministères et des organismes vont vous dire la même chose», a lancé la présidente du SPGQ, Carole Roberge, hier en point de presse, peu avant sa présentation devant la commission parlementaire examinant le projet de loi 61, créant l'Agence des PPP.

«On ne croit pas que les PPP vont améliorer les services à la population et résoudre les problèmes budgétaires du gouvernement, bien au contraire», a poursuivi M^{me} Roberge, citant études à l'appui, un certains

nombre d'expériences de partenariats qui se sont avérées, ailleurs dans le monde, des gouffres financiers.

«En Grande-Bretagne, on a observé que le coût de construction des hôpitaux en PPP a augmenté jusqu'à 60 pour cent. Si on investit dans le béton, où est-ce qu'on va prendre l'argent pour les soins?» a-t-elle fait remarquer.

Le syndicat, représentant 14 000 professionnels du gouvernement du Québec, exhorte la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, à retirer le projet de loi 61 et laisser la place à un vaste débat public sur la pertinence des PPP.